

Unité départementale de Loire-Atlantique

Nantes, le 20/01/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/01/2022

Contexte et constats

Publié sur



GEVAL plate-forme multimodale

La Cité Navale
44220 COUERON

Références : N3-2022-071-Rapport

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/01/2022 dans l'établissement GEVAL plate-forme multimodale implanté La Cité Navale 44220 COUERON. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GEVAL plate-forme multimodale
- La Cité Navale 44220 COUERON
- Code AIOT dans GUN : 0006310326
- Régime : A
- Statut Seveso : Non

Plate-forme de tri-transit de déchets non dangereux et de préparation des bois A et B en fonction du cahier des charge des clients.

Stockage déporté des CSR produits par Arc-en-Ciel 2034 voisine

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Vidange du bassin de stockage des eaux d'extinction (suite accident du 07/07/21) et suivi des observations faites au cours de la visite du 19/03/21

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Dispositions de prévention des accidents – Suite visite 19/03/21	Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article VIII.3.2	/	
Plan de lutte contre les sinistres – Suite visite 19/03/21	Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article VIII.6	/	
Dispositions constructives – Suite visite 19/03/21	Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article VIII.2.4	/	
Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article I.1	/	
Limitation des envols	Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article III.2.2	/	
Localisation des risques	Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article VIII.1.1 et 1.2	/	

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Rétention des pollutions accidentelles – Suite visite 19/03/21	Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article VIII.2.1	/	
Dispositions constructives – Suite visite 19/03/21	Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article VIII.2.1	/	
Dispositions constructives – Suite visite 19/03/21	Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article VIII.2.1	/	
Dispositions d'exploitation – Suite visite 19/03/21	Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article VIII.5.4	/	
Dispositions de prévention des accidents – Suite visite 19/03/21	Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article VIII.3.3	/	
Suivi, interprétation et diffusion des résultats – Suite visite 19/03/21	Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article XI.3.4	/	

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Dispositions constructives – Suite visite 19/03/21	Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article VIII.2.4	/	
Rétention des pollutions accidentelles – Suite visite 19/03/21	Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article VIII.4.1 III	/	
Dispositions constructives – Suite visite 19/03/21	Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article VIII.2.1	/	
Dispositions constructives – Suite visite 19/03/21	Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article VIII.2.4	/	
Gestion de l'établissement – Suite visite 19/03/21	Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article II.3.2	/	
Dispositions constructives – Suite visite 19/03/21	Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article VIII.4.2	/	
Dispositions constructives – Suite visite 19/03/21	Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article IV.5.6	/	
Protection des ressources et des milieux – Suite visite 19/03/21	Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article II.3.4	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La mise en application de l'arrêté de juillet 2019 a été perturbée en raison du projet de CRE avec ARCELOR-MITTAL et des réorganisations du Groupe VEOLIA.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Rétention des pollutions accidentelles – Suite visite 19/03/21

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article VIII.2.1
Prescription contrôlée : Elimination des eaux d'extinction dans des filières appropriées
Constats : L'incendie du bâtiment de tri/transfert de Tous-venants et d'encombrants de déchetterie (en prestation pour NM) du 07/07/21 a duré 40 mn. Les eaux d'extinction, dont le volume n'a pas été estimé, sont stockées dans la lagune depuis le sinistre et font l'objet de contrôles réguliers sur la base des paramètres prescrits pour les eaux pluviales. Pour vidanger la lagune dans le milieu naturel, se référer aux seules limites imposées aux rejets d'eaux pluviales est insuffisant, d'où les demandes de l'inspection pour : <ul style="list-style-type: none">• Evaluer des polluants pertinents susceptibles d'être trouvés dans les EI compte-tenu de la nature de l'incendie à confirmer par des analyses (selon les recommandations de l'INERIS qui précise en 2022 qu'il est hautement souhaitable de faire précéder les analyses quantitatives par un screening analytique de la matrice) ;• Démontrer la compatibilité du rejet avec le milieu ;• Procéder à des prélèvements représentatifs de la qualité des rejets, donc prendre en compte les effets de la décantation en fond de fosse ;• Préciser les conditions de rejets (débit...). L'exploitant a lancé une consultation auprès d'EUROFINS quant à la faisabilité technique et économique d'un spectre large de polluants qui s'appuie sur les travaux de l'INERIS. Une proposition de l'exploitant est attendue pour validation avant tout rejet en réponse aux objectifs ci-dessus.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Dispositions constructives – Suite visite 19/03/21

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article VIII.2.1
Prescription contrôlée : Hauteur des murs REI 120 du bâtiment DEA et de la plate-forme de bois
Constats : Dans sa réponse du 19/05/19 aux suites de la visite du 19/03/19, l'exploitant a transmis des photos qui montrent que les séparations en blocs de béton de type légo (murs coupe-feu) ont été complétées à hauteur de 5 niveaux pour atteindre une hauteur de 4 m prescrite pour le bâtiment DEA et la plate-forme bois. Non-conformité soldée
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Dispositions constructives – Suite visite 19/03/21

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article VIII.2.1
Prescription contrôlée : Disposition des alvéoles de stockage de bois
Constats : La plate-forme bois dispose en périphérie de murs coupe-feu (blocs béton de type légo). Les stockages de bois, à traiter ou broyés/affinés, sont disposés en zones "qualité de bois en fonction des clients finaux", séparés par des palettes. Ces implantations diffèrent des conditions d'exploitation initialement prévues sans pour autant présenter de modifications notables vis-à-vis du dossier de demande d'autorisation initial. Dans sa réponse du 19/05/19 aux suites de la visite du 19/03/19, l'exploitant a prévu de présenter cette évolution dans le Porter à connaissance (PAC) qui sera transmis au préfet au cours du mois d'avril (voir point de contrôle sur la situation administrative) Non-conformité soldée lors de la présentation du PAC
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Dispositions d'exploitation – Suite visite 19/03/21

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article VIII.5.4
Prescription contrôlée : Consignes de sécurité obsolètes (à mettre à jour) + Affichage des consignes
Constats : Dans sa réponse du 19/05/21 aux suites de la visite du 19/03/21, l'exploitant indique qu'un des effets de la réorganisation de son Groupe est, pour l'établissement de Couéron, le recrutement d'un alternant dont l'un des missions porte sur la mise à jour des consignes. Les consignes de sécurité ont effectivement été mises à jour et sont disponibles dans le bâtiment d'accueil dans un lieu de passage. Non-conformité soldée Concernant le numéro d'alerte de la DREAL, il est demandé de faire figurer les numéros suivants: - 02 72 74 77 90 pour le standard de l'Unité Départementale 44 pendant les heures ouvrables - 02 40 41 20 20 pour le standard de la préfecture 24h/24h
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Dispositions de prévention des accidents – Suite visite 19/03/21

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article VIII.3.2
Prescription contrôlée : Contrôle des installations électriques
<p>Constats : Dans sa réponse du 19/05/19 aux suites de la visite du 19/03/19, L'exploitant indique mettre à profit la venue de la société SPIE, pour la mise en conformité de l'établissement vis-à-vis du risque foudre, pour résorber les écarts relevés par l'organisme de contrôles des installations électriques.</p> <p>Les rapports annuels de contrôle des installations électriques 2020 et 2021, vus en inspection le 18/01/21, relèvent les mêmes constats. Même si l'exploitant a justifié, pendant l'inspection, de la résorption d'une partie d'entre-eux, notamment au travers d'une attestation de SPIE pour le nettoyage du TGBT, il apparaît que certains écarts ne sont pas traités (a priori, SPIE n'ayant pas pu intervenir dans les temps). Pour avoir contacté le sous-traitant pendant l'inspection, ces écarts seront résorbés au cours de la quinzaine à venir.</p> <p>Au-delà des justificatifs évoqués, la traçabilité des remarques de l'organisme a été mal prise en charge pendant la période citée, une situation que l'exploitant attribue aux perturbations de son fonctionnement induits par la réorganisation du Groupe VEOLIA et le renouvellement de personnels du site GEVAL.</p> <p>L'inspection considère que les flottements constatés dans la prise en charge des observations relevées lors des contrôles des installations électriques ne sauraient se reproduire.</p> <p>La levée de cette non-conformité n'est que partielle</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Dispositions de prévention des accidents – Suite visite 19/03/21

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article VIII.3.3
Prescription contrôlée : Réalisation de l'étude technique complémentaire, en conclusion de l'ARF
<p>Constats : Conformément à la réponse du 19/05/19 aux suites de la visite du 19/03/19, la société SPIE est intervenue pour réaliser l'étude foudre et mettre l'établissement en conformité vis-à-vis de ce risque. Le PV d'exécution de la visite initiale des protections contre les effets de la foudre ne laisse apparaître aucune remarque.</p> <p>Non conformité soldée</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Plan de lutte contre les sinistres – Suite visite 19/03/21

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article VIII.6
Prescription contrôlée : Réalisation du plan de lutte contre les sinistres
Constats : Dans sa réponse du 19/05/19 aux suites de la visite du 19/03/19, l'exploitant indique souhaiter étendre la rédaction de plan de lutte contre les sinistres à l'ensemble de ses sites et, qu'à ce titre, il devait constituer préalablement un cahier des charges avant de se faire accompagner par un conseil pour le plan. Au cours de la visite, le cahier des charges a été remis pour avis à l'inspection. La levée de cette non-conformité n'est que partielle même si les travaux sont avancés.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Suivi, interprétation et diffusion des résultats – Suite visite 19/03/21

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article XI.3.4
Prescription contrôlée : Transmission du rapport annuel d'activités
Constats : Le rapport d'activités a été transmis le 24/03/21 Non-conformité soldée
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Dispositions constructives – Suite visite 19/03/21

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article VIII.2.4
Prescription contrôlée : Dispositif d'aspiration dans la Loire
Constats : Dans sa réponse du 19/05/19 aux suites de la visite du 19/03/19, l'exploitant indique programmer un essai du dispositif d'aspiration en Loire lors d'une coefficient de marée très basse. Une fiche d'intervention de la SARP, communiquée pendant l'inspection, laisse apparaître la réalisation d'essais de pompage le 23/08/21 (coefficient de marée de 93) sans qu'un problème d'aspiration ou de refoulement n'apparaisse. Non-conformité soldée
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Dispositions constructives – Suite visite 19/03/21

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article VIII.2.4
Prescription contrôlée : Mise en place de poteaux d'incendie
<p>Constats : Dans sa réponse du 19/05/19 aux suites de la visite du 19/03/19, l'exploitant indique que le poteau incendie existant a été supprimé et que le poteau projeté n'a pas été installé au motif de la faiblesse du réseau d'alimentation qui ne permet pas d'obtenir une pression suffisante et affaiblit la desserte de Couéron.</p> <p>Cette décision résulte d'une concertation avec le SDIS, Nantes Métropole, la mairie de Couéron et la DREAL, le SDIS ayant par ailleurs indiqué que les moyens du site (2 réserves et la plate-forme d'aspiration en Loire) ne nécessitaient pas le renfort de ces poteaux.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de produire les justificatifs qui montrent que les poteaux prescrits ne sont pas nécessaires. Une confirmation du SDIS pourra s'avérer opportune.</p> <p>Cette non-conformité pourra être levée après production des justificatifs évoqués</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Rétention des pollutions accidentelles – Suite visite 19/03/21

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article VIII.4.1 III
Prescription contrôlée : Aire de dépotage de la cuve de GNR
<p>Constats : Dans sa réponse du 19/05/19 aux suites de la visite du 19/03/19, l'exploitant indique étudier plusieurs options pour la création de la rétention et prévoir les travaux pour la fin 2021.</p> <p>D'après les précisions apportées par l'exploitant, la cuve de GNR est double peau et l'aire de rétention est raccordée au réseau de collecte des eaux pluviales du site.</p> <p>Sur les principe de la nécessité de disposer d'une rétention de l'aire de distribution, la non-conformité peut être levée.</p> <p>Toutefois, l'inspection a mis en exergue plusieurs fragilités de l'installation dont les chocs contre la cuve et sa vanne d'empotage par un véhicule, la rupture de la vanne d'empotage et le risque de polluer tout le réseau pluvial en cas de fuite. L'exploitant s'est engagé à étudier des solutions de protection physique de la cuve, de confinement d'une fuite à la vanne d'empotage à l'intérieur d'une rétention, de création d'une rétention autour de la zone de réception/distribution.</p> <p>L'engagement de l'exploitant porte également sur l'exécution de travaux d'amélioration de la sécurité de cette installation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Dispositions constructives – Suite visite 19/03/21

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article VIII.2.1
Prescription contrôlée : Vérification périodique de la centrale vidéo et des cameras thermiques
Constats : Dans sa réponse du 19/05/21 aux suites de la visite du 19/03/21, l'exploitant a transmis un bordereau d'intervention de la société DESAUTEL des caméras thermiques. Non conformité soldée L'exploitant a indiqué que le prochain contrôle était programmé pour le 18/02/21. A l'occasion de cet échange, il a précisé que suite au dernier incendie, un gardiennage était sur place dès l'entame des heures non ouvrées, y compris les week-end. Les gardiens sont formés à la levée des alarmes, à la première intervention et ont accès aux locaux.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Dispositions constructives – Suite visite 19/03/21

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article VIII.2.4
Prescription contrôlée : Surpresseur – Vérification du groupe surpresseur
Constats : La fiche d'intervention du contrôle du compresseur par la société DESAUTEL du 25/03/21 a été transmise le 19/05/21. Non-conformité soldée
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Gestion de l'établissement – Suite visite 19/03/21

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article II.3.2
Prescription contrôlée : Formalisation du programme d'exercices
Constats : Dans sa réponse du 19/05/21 aux suites de l'inspection du 19/03/21, l'exploitant a transmis un planning prévisionnel des exercices et tests de l'année 2021. Un compte-rendu d'exercice interne a été présenté Observation soldée
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Dispositions constructives – Suite visite 19/03/21

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article VIII.4.2
Prescription contrôlée : Repérage de la hauteur d'eau dans le bassin de collecte des eaux (confinement de 850 m3)
Constats : Dans sa réponse du 19/05/21 aux suites de l'inspection du 19/03/21, l'exploitant indique que le repère visuel du volume libre du bassin de confinement des eaux d'extinction a été mis en place mais qu'il n'était pas visible en raison de la hauteur d'eau dans la lagune. Cette observation sera levée lors de la prochaine visite après vidange partielle de la lagune
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Dispositions constructives – Suite visite 19/03/21

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article IV.5.6
Prescription contrôlée : Mise à jour des données et des plans du responsable du site
Constats : Dans sa réponse du 19/05/21 aux suites de la visite du 19/3/21, l'exploitant a transmis une mise à jour du plan du bassin d'orage avec relevés topographiques qui montre un volume total disponible de 4000 m3. Le plan du responsable de site est à jour Observation soldée
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Protection des ressources et des milieux – Suite visite 19/03/21

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article II.3.4
Prescription contrôlée : Disponibilité de l'absorbant
Constats : Dans sa réponse du 19/05/21 aux suites de la visite du 19/3/21, l'exploitant indique prévoir la révision de son organisation pour rendre les réserves de produits absorbants accessibles aux salariés et intervenants. Cette disposition n'a pas été contrôlée Observation à lever lors de la prochaine visite
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article I.1
Prescription contrôlée : Mise à jour de la situation administrative
Constats : Dans sa réponse du 19/05/21 aux suites de la visite du 19/03/21, l'exploitant a indiqué avoir laissé volontairement plusieurs conditions d'exploitation prescrites en suspend dans l'attente d'extensions et de travaux importants liées au CRE d'ARCELOR-MITTAL qui ne s'est finalement pas fait. A date, l'exploitant a convenu de transmettre au préfet, au cours du mois d'avril, un porter à connaissance (PAC) visant à mettre à jour le règlement du site, notamment sa situation administrative. Certaines rubriques, reconduites lors de la séparation des activités en 2018 (UVE et GEVAL), ne sont plus à jour. Plusieurs ajustements techniques seront également présentés à cette occasion dont la suppression des poteaux d'incendie, la réorganisation de la plate-forme bois... A cette occasion, un point pourra être fait quant à la dénomination du titulaire de l'autorisation: maintien d'AEC 2034 ou GEVAL?
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Limitation des envols

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article III.2.2
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter les envols.
Constats : L'exploitant a disposé des filets sous le vent en limite d'exploitation Est pour piéger les légers. Malgré cette mesure, des légers sont constatés dans la lande au-delà des filets.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article VIII.1.1 et 1.2
Prescription contrôlée : Les risques sont matérialisés sur le site et repérés sur un plan. La nature et risques liés aux produits et substances sont signalés. Les risques sont séparés pour éviter les compatibilités.
Constats : L'exploitant a obtenu un donner acte le 16/08/21 pour l'entreposage temporaire de DEEE, en quantité inférieure au seuil de la déclaration de la rubrique de la nomenclature des installations classées. Il est constaté que le casier, normalement exclusivement dédié à ces DEEE, accueille également des emballages vides de produits dangereux. L'exploitant doit séparer ces catégories de déchets et une signalétique de leurs zones respectives d'accueil doit être affichée.
Type de suites proposées : Susceptible de suites